

La lettre de Mouvement Communiste

Numéro 3

Mai 2002

VIOLENTS SOUBRESAUTS DE L'ÉLECTORALISME EN FRANCE

Le succès de Le Pen au premier tour de l'élection présidentielle 2002 en France fournit l'occasion de rappeler quelques points fermes de notre conception de la démocratie bourgeoise dans les conditions du capitalisme ayant atteint sa maturité. Et, par là, de préciser certaines orientations tactiques communistes dans les périodes défavorables au combat révolutionnaire direct.

UN VOTE POPULAIRE REACTIONNAIRE

Grâce aux résultats du premier tour de l'élection présidentielle 2002 en France, les gauches institutionnelles ont soudainement redécouvert la valeur absolue de la République démocratique parlementaire, à nouveau menacée, selon eux, par le fascisme renaissant dans les urnes. Elles ont également dû reconnaître qu'une fraction conséquente des classes opprimées a mûri des idées racistes et xénophobes appelant à un Etat policier renforcé et à une répartition discriminatoire de la protection sociale. Emplois et aides sociales diverses devraient ainsi échouer en priorité aux véritables 'nationaux' à l'exclusion des étrangers, y compris ceux naturalisés après la guerre coloniale d'Algérie.

Fait notable, ces revendications éminemment réactionnaires et xénophobes se sont développées dans un cadre pourtant marqué par l'absence d'une quelconque concurrence sérieuse sur le marché hexagonal du travail entre prolétaires "français de souche" et les autres. Depuis longtemps, profitant également des années fastes de la reconstruction d'après-guerre, les classes dominantes françaises ont organisé une division 'raciale' du travail relativement étanche, de telle sorte que la segmentation du marché de l'emploi qui en a résulté n'a pas ou peu contribué à exacerber les conflits intercommunautaires.

Il en va autrement pour les droits des citoyens légalement résidents en France. Egaux devant la loi, les étrangers en situation régulière et les 'nouveaux' Français ont le droit de revendiquer le même traitement social (indemnités diverses, scolarisation, logement social, transports, etc.) que les 'anciens' Français. L'essor, dès la fin des années 70, du chômage de masse – produit de l'extraordinaire accroissement historique de la productivité du travail – a largement déterminé les conditions objectives de l'enracinement des idées du Front National.

Le chômage de masse a conduit à la nécessité de l'extension de la couverture sociale des secteurs les plus fragilisés de la population (introduction du Revenu minimum d'insertion et de la Couverture maladie universelle ; accroissement du parc des logements sociaux ; déploiement d'aides diverses ; etc.) alors même que l'Etat devait s'engager sur la voie de la maîtrise des dépenses budgétaires pour conjurer tout risque de crise fiscale grave. Une rude concurrence entre prolétaires d'origines diverses naît alors sur le terrain des dits droits sociaux, exacerbée par des nouveaux flux migratoires peu ou pas maîtrisés par les Etats et, surtout, moins cohérents avec les exigences de l'accumulation du capital.

“ Il se produit ce que j'ai appelé naguère, faute de mieux, l'effet de halo. On sent bien comment, sur des territoires qui ont, dans leur environnement plus ou moins proche, des concentrations de population étrangère ou des pics de délinquance, le discours lepéniste, qui a beaucoup à voir avec la logique du bouc émissaire, a plus de prise que sur d'autres ”, déclare au quotidien *Le Monde* du 27 avril 2002 Pascal Perrineau, politologue, professeur à l'Institut d'études politiques de Paris et directeur du Centre d'études de la vie politique française (Cevipof).

C'est donc sur ces terrains spécifiques que les thèses ségrégationnistes du Front National (*“ Français d'abord ! ”*) trouvent leur aliment social au sein des couches les plus pauvres de la population 'française'. Le constat est préoccupant :

“ On peut considérer, même si les sondages varient, qu'environ un quart des ouvriers qui sont allés voter ont voté pour Jean-Marie Le Pen. C'est le premier électorat ouvrier, mieux que Chirac ou Jospin. En revanche, c'est dans la catégorie des cadres supérieurs et des professions libérales que Le Pen fait ses plus

mauvais scores : avec 9 %, c'est la seule catégorie dans laquelle il est en dessous de 10 %, comme en 1995, mais en recul par rapport à 1988, où une partie de la bourgeoisie de droite votait pour lui. ... Ce sont les gens qui sont en bas de l'échelle des revenus, mais aussi de l'échelle des savoirs. Revenus modestes, niveau primaire : c'est là que Le Pen bat ses records. Plus le niveau de culture est élevé, plus on est à l'abri d'un vote Le Pen. C'est une caractéristique que l'on apercevait déjà en 1995, elle s'est installée, elle est devenue une structure sociologique forte ", détaille le politologue du Cevipof.

"Selon le sondage sortie des urnes d'Ipsos, ce vote protestataire rallie - fait sans précédent dans notre histoire électorale - la majorité absolue des ouvriers et des chômeurs. Cinquante-cinq pour cent des ouvriers ont voté en ce sens, dont 33 % pour les deux candidats d'extrême droite ; 51 % des chômeurs ont fait de même, dont 40 % portant leur suffrage vers l'extrême droite ", lui fait écho Jérôme Jaffré, dans les colonnes du Monde daté du 29 avril.

Il va de soi que la notion de vote protestataire (recouvrant à la fois l'extrême gauche et l'extrême droite) des politologues bourgeois n'est pas la nôtre. Si on peut concéder que des travailleurs votant pour Lutte Ouvrière, la Ligue communiste révolutionnaire, le PCF ou encore les Verts (et pourquoi pas le PS ?) tenteraient d'exprimer par là une certaine volonté de contestation de tel ou tel aspect du capitalisme, il en est tout autrement pour le vote à l'extrême droite ou à la droite.

L'absence de toute vie collective prolétarienne autonome dans les quartiers et sur les lieux de travail n'a fait que raffermir chez les *" Français-fiers-de-l'être "* des classes subalternes le besoin d'un Etat fort, protecteur et répressif. Petite criminalité frappant le plus souvent les moins bien lotis et des sentiments mélangés de peur et de haine du voisin jugé trop différent ont démultiplié ce besoin réactionnaire d'Etat. Le vote populaire à l'extrême droite – mais aussi celui à la droite classique qui a mené campagne sur les thèmes sécuritaires – n'est en rien protestataire.

Le vote pour le Front National est un vote d'adhésion, ce qui explique, entre autres, sa permanence au second tour de l'élection présidentielle 2002 en dépit de l'énorme battage étatique et médiatique visant à le culpabiliser. Si les électeurs du Front National ne connaissent pas les détails du programme du parti, pour autant l'essentiel de l'idéologie lepéniste a pénétré les consciences de nombreux prolétaires 'français'.

Pire, un nationalisme outrancier, socle dur des idées lepénistes, n'est malheureusement pas seulement l'apanage des électeurs du Front National. Les revendications *" anti-Maastricht "* et anti-mondialisation, certains discours sur l'*" exception française "* en matière de services publics et, surtout, l'indifférence (voire à l'approbation) pour les mesures frappant les immigrés (plan Vigipirate ; lois contre l'immigration clandestine et le travail au noir ; loi de la nationalité ; dispositifs anti-fraude de la Sécurité sociale, etc.) participent, à des degrés divers, de la même idéologie ultranationaliste qui inspire le Front National.

Le Pen dit tout haut ce qu'une partie de la population pense, de moins en moins tout bas, et que la démocratie du capital en France (de droite comme de gauche) fait depuis bien longtemps. Expression de l'extrême division qui règne actuellement chez les prolétaires, le vote au Front national représente un concentré d'idées réactionnaires que les révolutionnaires doivent combattre avec le maximum de fermeté.

Bien identifier les points de force et d'ancrage des idées fascistes, xénophobes et racistes n'implique cependant pas la reconnaissance de l'existence d'un quelconque danger immédiat pour la démocratie bourgeoise en France. Cette vision des choses a été impulsée par une gauche en déroute après l'élimination de son candidat au premier tour et une droite parlementaire bien mal en point, décidée à faire le plein des voix pour son candidat au second tour de l'élection présidentielle.

La 'victoire' de Le Pen au premier tour n'a pas été irrésistible. En nombre de voix (le seul indicateur qui compte à nos yeux), sa progression se chiffre à moins de 200 000 suffrages supplémentaires. Le score de Mégret ne saurait être mécaniquement assimilé à celui de Le Pen, tant le contraste entre les deux individus a éclaté au grand jour. Le nabot de Vitrolles n'a-t-il pas fait campagne sous les bannières à peine déguisées de Jacques Chirac (préféré à Jospin en cas de second tour joué entre ces deux hommes) ? Et son objectif politique n'était-il pas la réédition en France de la coalition italienne autour de Silvio Berlusconi ? Mégret, en dépit (ou, mieux, en vertu) de son héritage raciste bien chevillé au corps, a attiré une partie des électeurs orphelins de listes de la droite de la droite gouvernementale (Villiers, Pasqua, Million). Avec, toutefois, un bémol essentiel. Mégret a raté dans sa tentative de percer dans les beaux quartiers.

" L'électorat de Bruno Mégret est une pâle déclinaison de celui de Jean-Marie Le Pen. On y trouve en effet, par rapport à sa moyenne, un petit plus dans le milieu des ouvriers et des employés, un petit plus dans les revenus modestes, un petit plus parmi ceux qui ont un faible niveau d'études. C'est la même structure, mais aplatie, molle. Contrairement à ce qu'on croyait, Bruno Mégret n'a pas permis la percée de l'extrême droite dans les milieux bourgeois. Ce n'est pas de Villiers, la structure de son électorat n'est pas celle de l'électorat de Philippe de Villiers en 1995 ", affirme Pascal Perrineau.

Le Pen défendait une orientation diamétralement opposée à celle du Mouvement national républicain. Sa

droite nationale préférerait le socialiste avéré (Jospin) au radical-socialiste caché (Chirac), désigné avec insistance en tant qu'adversaire principal. La perspective d'un accord, fut-ce-t-il tactique, avec la droite classique n'a jamais effleuré le châtelain de Saint-Cloud. Ainsi, il n'est guère étonnant de constater que seulement une grosse moitié des électeurs du maire occulte de Vitrolles (moins de 800 000 voix au premier tour) a voté, au second tour, pour le candidat Le Pen.

Dès lors, la 'victoire' du chef de l'extrême droite doit plutôt être lue comme l'effondrement conjoint de la droite classique, qui a perdu quelque 4,5 millions de voix au premier tour, et de la gauche stalinienne et social-démocrate (environ 1,5 million de voix en moins). Les électeurs déçus de la droite parlementaire ont rejoint massivement les rangs des abstentionnistes et, en moindre mesure, des électeurs de Le Pen. Ceux dépités par la gauche gouvernementale ont majoritairement voté pour les listes de la gauche protestataire des Verts, de LO et de la LCR. Une minorité d'entre eux s'est abstenue.

Par delà ces considérations sur les grands flux et reflux électoraux, qu'y a-t-il de changé dans la morphologie de l'électorat de Le Pen ? A ce propos, Pascal Perrineau ne détecte que trois véritables nouveautés.

Primo : “ *un début de vieillissement de cet électorat. Le Pen reste à un niveau confortable chez les 18-25 ans, avec une moyenne de 16 %, qui monte à 18 % avec Mégret. Il est en tête chez les jeunes. Mais il semble qu'il n'y ait plus de dynamique. Les jeunes qui votent pour Le Pen sont ceux que l'on ne voit pas, ni dans les médias ni dans les enquêtes, qui sont souvent en galère. Le Pen donne l'impression d'avoir fait le plein de cette jeunesse en difficulté. Aujourd'hui, ça patine. En revanche, il y a une augmentation dans les catégories d'âge supérieures, à partir de 40 ans. Il y a même une vraie poussée dans l'âge mûr et le troisième âge. La pénétration de ces couches s'accélère* ”.

Deuxio : “ *la percée en milieu rural et agricole, à la bordure occidentale du Massif central, dans les régions Midi-Pyrénées et Languedoc-Roussillon. Ce sont des départements où, du fait de l'urbanisation, existe une vraie crise d'identité rurale. Jusqu'ici ce milieu avait tenu. Il a craqué. Il ne faut pas oublier que ces départements sont au cœur de l'Occitanie, une région qui s'est toujours posée en s'opposant au pouvoir parisien. Le discours anti-établissement, anti-élites, y a trouvé un réel écho. Mon hypothèse est que c'est une paysannerie de gauche qui craque, une paysannerie qui se distingue de celle de l'Ouest, catholique, qui vote depuis des décennies pour l'UDF* ”.

Tertio : “ *sur les 25 départements dans lesquels la poussée de l'extrême droite est la plus forte, 21 sont des départements qui ont voté non à Maastricht* ”.

LE PEN, DEMOCRATE OU FASCISTE ? ... OU LES DEUX ?

Nombreux sont les éléments du programme du Front National qui renvoient aux anciens préceptes fascistes et nazis. Deux sautent aux yeux avant tout. La discrimination raciale entre citoyens et un protectionnisme économique exacerbé. Aussi, le *curriculum vitae* du président du Front National n'a rien à envier à ses fameux et tristes ancêtres. Son mépris pour la démocratie bourgeoise assorti du culte du Chef participe également pleinement de sa fibre fascisante. Plus encore témoigne de la vocation purement fasciste et nazie de Le Pen, son intention inlassablement réitérée de faire de son parti une formation politique bourgeoise à part, entièrement consacrée au combat légal et extralégal contre les rouges et les basanés.

Mais les rapports de production ne font que très peu de cas des opinions des uns ou des autres. Au plus grand dam de Jean-Marie Le Pen, la formation économique et sociale française ne lui offre aujourd'hui aucune opportunité sérieuse de parvenir à ses fins. Le Front National n'est pas davantage un parti de combat que ne le sont ses pairs de droite et de gauche de gouvernement. En dépit des copieux efforts prodigués tout au long de sa vie, Le Pen aura ainsi échoué sur l'essentiel : la constitution d'un véritable parti fasciste de masse. Même au temps de sa splendeur, jusqu'à la scission du MNR du début 1999, le FN ne rassemblait que 30 000 adhérents, ce qui en faisait un parti de cent électeurs par adhérent.

Durant la dernière campagne, il a très peu collé d'affiches. La scission mégrétiste emportant l'essentiel des cadres et des élus, découragement des militants aidant, le Front National compte aujourd'hui moins de 10 000 adhérents. Ce n'est pas rien, mais cela n'a aucun impact dans la rue, ni contre les immigrés, ni contre des ouvriers en grève. Le Pen voulait incarner la France raciste et xénophobe, il entendait bâtir un Etat fort, avec une démocratie représentative réduite au plébiscite permanent pour le Chef suprême, il souhaitait que le capital 'français' cesse d'être cosmopolite et revienne s'investir en Patrie, mais il n'a

rien eu.

**Sans un outil radicalement différent de son parti actuel, Le Pen n'a aucune chance que les classes dominantes lui prêtent une oreille bienveillante.
Le Front National n'est donc qu'une formation électorale classique vouée à représenter, à la marge des institutions, la peur et le rejet de l'autre.**

LE CAPITALISME ENGENDRE SANS CESSER LA HAINE DE L'AUTRE

De tout temps, diaboliser son ennemi a été l'une des expressions caractéristiques de la faiblesse théorique des mouvements politiques. Fasciste ou nazi ne sont pas des qualificatifs employés pour désigner des mouvements et des régimes déterminés, appartenant à une époque précise avec des caractéristiques propres. Tels des anathèmes à forte charge émotionnelle, on les jette tout aussi volontiers qu'autrefois à la figure du contradicteur pour le réduire au silence coupable. Selon cette solide habitude, le nazi est la tête de turc du démocrate, le totalitaire celle du partisan des *Droits de l'homme*. Comme jadis l'"*hitléro-trotskyiste*" l'était du stalinien, etc.

Croyant mieux lutter contre l'exploitation et toutes les autres oppressions en les ramenant à certaines horreurs particulières du présent ou du passé de la domination du capital (ex. : fascisme, nazisme, stalinisme), nombreux sont ceux qui – consciemment ou en désespoir de cause – se cantonnent à demander à l'Etat bourgeois qu'il élimine lui-même la mouvance fasciste. D'une part, ceux-ci cautionnent l'idée selon laquelle ces régimes et ces mouvements ne sont que des épisodes isolés et historiquement dépassés de la société du capital. D'autre part, ils semblent oublier que l'Etat capitaliste dans sa forme démocratique n'a jamais hésité à massacrer les prolétaires révolutionnaires (cf. : Allemagne 1918-1921) et les populations insurgées (cf. : les 8 000 Algériens assassinés à Sétif et Guelma le 8 mai 1945 ; les insurgés malgaches en avril 1947, où la répression fit plus de 50 000 morts ; de même que dans sa forme démocratique dite "populaire" (cf. les innombrables tueries de masse en Afghanistan, Hongrie, Tibet, etc.).

Le racisme et la xénophobie - ces deux grands piliers idéologiques du fascisme et du nazisme, mais également de plusieurs démocraties bourgeoises (Israël, l'Afrique du Sud de l'apartheid, les Etats-Unis de la ségrégation raciale, les empires coloniaux, etc.) - sont autant de produits de la concurrence entre les prolétaires engendrée par le capitalisme. Sans remonter à l'époque de la guerre d'Algérie, l'après 1968 a été marqué en France par une vague importante d'assassinats d'immigrés (incendies de foyers d'immigrés, ratonnades, exécutions isolées, etc.) qui s'est étirée jusqu'en 1973. Seules des luttes ouvrières autonomes ont la capacité d'éliminer à la racine la peur et la haine de l'autre prolétaire.

Après la pseudo victoire électorale de Le Pen, la gauche bourgeoise a revêtu des habits antiracistes éclatants. Mais qui mieux qu'elle a propagé la peur et la haine de l'autre travailleur au sein de la classe ouvrière ? Qui, après 1968, a lancé la campagne jamais interrompue du "*fabriquons français*" et combattu les délocalisations industrielles hors des frontières nationales ? Le PCF. Comment se nomme-t-il, ce maire de Montigny-les-Cormeilles qui a appliqué à la lettre l'enseignement de son homologue de Vitry (Mercieca) qui, quelques mois auparavant, avait démoli à coups de bulldozer un foyer d'immigrés ? Robert Hue. Le président actuel du PCF avait appelé à la dénonciation publique d'une famille d'immigrés accusée de trafics de drogue.

Comment s'appelle-t-il cet ex-premier ministre qui accusait, en 1984, les grévistes de Talbot et Citroën d'être des "*terroristes*" manipulés par les ayatollah chiites ? Un certain Mauroy. N'était-il pas un socialiste de toujours ? Qui a repoussé, alors qu'il était Premier ministre de François Mitterrand, d'un geste hypocrite l'accueil de "*toute la misère du monde*" au nom de la réussite de l'intégration des immigrés présents légalement en France ? Le socialiste Michel Rocard. Sans oublier les charters d'expulsion d'immigrés d'Edith

Cresson.

CHIRAC PRESIDENT DE LA GAUCHE BOURGEOISE

A l'aide de l'improbable épouvantail de Saint-Cloud et, surtout, d'une loi électorale qui fait fi du principe démocratique bien connu "*un citoyen, une voix*", la gauche et l'extrême gauche bourgeoises se sont ruées, au second tour, vers les bulletins de vote estampillés Jacques Chirac, le candidat du bruit et de l'odeur.

Après les inévitables gesticulations de rue et les menaces symboliques (usage de gants, d'équipements isolants et de pinces à linge), à l'instar du Medef, des footballeurs de l'équipe de France, de David Douillet à *tutti quanti* ("*tous ensemble*") ou presque, Alain Krivine, Robert Hue, François Hollande, Noël Mamère, le couple syndical Thibault-Notat et même l'inclassable Jean-Pierre Chevènement ont appelé à plébisciter l'actuel hôte de l'Élysée. Non sans succès, car Jacques Chirac a engrangé au second tour plus de 80% des votes exprimés, contre moins de 20% au premier tour. Personne, parmi ces éminents démocrates, ne s'est plaint d'élections réalisées sous la double contrainte du mode électoral si peu démocratique de la cinquième République et de la pression maximale exercée sur les électeurs par une campagne étatique hystérique menée contre l'outsider de l'ancien/nouveau Président.

De même, aucun d'entre eux ne s'est résigné au résultat de Le Pen du premier tour, alors que leur tant aimée démocratie a rendu parfaitement possible une telle issue. Explication unanime : si gauche et droite ne sont pas identiques, droite et extrême droite ne le sont pas non plus. Vrai. Contrairement à une certaine vulgate gauchiste à quatre sous, le jeu politique bourgeois implique et impose des différences d'orientation et de programme. Entre la conception des fonds de pension à l'anglo-saxonne de la droite chiraquienne et celle fondée sur l'accroissement du pouvoir financier des syndicats de la gauche plurielle, il y a un écart, à plusieurs égards considérable.

La préférence nationale de Le Pen et l'expulsion aseptisée et discrète des immigrés clandestins de la gauche et de la droite de gouvernement, ce n'est pas la même chose. Frappes chirurgicales contre coups de massue, en somme. Le caractère sélectif de la politique répressive de la droite et de la gauche institutionnelles épargne à la République des traumatismes qui remettraient en discussion ses fondements idéologiques. Elle est aussi moins ravageuse, ... sauf pour les expulsés eux-mêmes.

LA DEMOCRATIE POLITIQUE ET SOCIALE CONTRE LA REVOLUTION

Doit-on ainsi privilégier le moindre mal jusqu'à le justifier, au nom d'un équilibre social présumé régi par le capital ? De là à "*la défense des valeurs de la République démocratique*" il n'y a qu'un petit pas que la gauche et l'extrême gauche républicaines franchissent allégrement. Tel n'est pas l'avis des communistes qui aspirent à un monde sans oppressions, sans exploitation, sans Etats, sans frontières et sans marchandises. Aussi bien comme mouvement – l'union politique grandissante des travailleurs – qu'en tant qu'état – l'organisation sociale libérée du travail et de la marchandise –, le communisme se cantonne à exclure les couches sociales qui fondent leur domination sur la division de la société en classes antagoniques.

La participation des révolutionnaires aux institutions électives de la république démocratique est une question récurrente dans la réflexion des différents courants qui disent s'inspirer au communisme. Deux arguments sont systématiquement avancés pour défendre la thèse de la participation. Le premier est celui de l'utilisation des institutions électives pour soulager la souffrance quotidienne des opprimés. Le second met l'accent sur les opportunités offertes par les institutions électives afin de mieux les combattre.

"*Grâce à l'utilisation efficace du suffrage universel, le prolétariat a mis en œuvre une méthode de lutte toute nouvelle, laquelle a connu une extension rapide. On se rendait compte que les institutions d'Etat où s'organise la domination de la bourgeoisie offrent encore d'autres possibilités au moyen desquelles la classe ouvrière est en mesure de combattre ces mêmes institutions publiques*", écrivait, en 1895, à la fin de sa vie, Friedrich Engels en introduction aux *Luttes de classes en France (1848-1850)*, de Karl Marx.

C'était l'époque du triomphe de la tactique électorale du parti social-démocrate allemand. Or, nous savons aujourd'hui que cette réussite a été bien éphémère.

Le parti, embourbé dans le marais des institutions, perdra rapidement son âme d'organe révolutionnaire de la classe ouvrière et livrera les organisations défensives des travailleurs au contrôle de l'Etat, puis à leur incorporation pure et simple dans le cadre des institutions démocratiques du capital. L'addition sera payée chèrement en 1914 par l'adhésion à la guerre impérialiste, tandis que syndicats, coopératives, associations récréatives et d'entraide socialistes perdront toute autonomie.

Certes, sur le long terme, depuis la naissance du réformisme moderne, la condition ouvrière s'est nettement améliorée dans les pays capitalistes les plus développés. Les sociaux-démocrates, s'appuyant sur les luttes défensives de la classe exploitée, ont bien contribué à cela. Ils n'en ont cependant pas été à l'origine car, sans développement capitaliste, donc sans un accroissement vertigineux de l'exploitation, toute amélioration du sort des ouvriers aurait été tout bonnement impossible dans les conditions d'une société divisée en classes opposées.

Les crises périodiques de l'accumulation du capital fournissent la meilleure preuve de cela. Quand elles surviennent et en raison directe de leur niveau de gravité, les avantages divers obtenus précédemment sont

couramment remis en cause. Il ne reste alors aux réformistes que de cogérer la réduction des acquis sociaux. Après avoir dissocié la perspective révolutionnaire de la lutte quotidienne pour la défense des travailleurs, voilà que les sociaux-démocrates participent périodiquement à la détérioration de la condition ouvrière.

Le second argument en faveur de la participation à la démocratie bourgeoise est plus subtil. Des libertés publiques les plus amples sont, en principe, encore aujourd'hui plus propices au renforcement du mouvement communiste. Nous ne sous-estimons nullement ce fait. Néanmoins, les propos d'Engels sur l'opportunité d'utiliser les institutions démocratiques et le suffrage universel pour renforcer le mouvement ouvrier et mieux combattre la domination capitaliste ne sont plus recevables.

Après l'essor extraordinaire de la démocratie sociale du capital au moyen de l'intégration à l'Etat des organes politiques et syndicaux autrefois prolétariens et l'établissement de régimes démocratiques parfaitement blindés, toute incursion du mouvement ouvrier indépendant au sein de l'Etat est totalement exclue, de même que s'est révélée impossible toute survie durable d'organes révolutionnaires de masse. Plus encore, le prolétariat a déjà entièrement exploré la voie légale, sans jamais parvenir à ses fins. Au contraire, des pans entiers de l'organisation révolutionnaire s'y sont perdus.

En revanche, les considérations de Karl Marx et Friedrich Engels demeurent d'une brûlante actualité quant à la caractérisation de la république démocratique en tant que "*forme de domination de la bourgeoisie dans son ensemble*", et, surtout, pour la définition du cadre institutionnel optimal du combat final entre prolétariat révolutionnaire et classes possédantes.

"*La république démocratique ne supprime pas l'antagonisme entre les deux classes, au contraire : c'est elle qui, la première, fournit le terrain sur lequel leur combat va se décider*", écrivait Friedrich Engels dans *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat* de 1884.

Lorsqu'elles empruntent la route escarpée de leur libération, les classes opprimées vont s'affronter aux classes dominantes dans leur ensemble, précisément parce que la république démocratique permet à toutes les fractions de la bourgeoisie sans distinction d'accéder aux commandes de leur Etat. Le mouvement révolutionnaire peut alors plus facilement combattre les tentatives de récupération opérées par des secteurs bourgeois qui auraient été exclus du pouvoir politique.

"*La forme d'Etat la plus élevée, la république démocratique, qui devient de plus en plus une nécessité inéluctable dans nos conditions sociales modernes, est la forme d'Etat sous laquelle peut seule être livrée jusqu'au bout l'ultime bataille décisive entre prolétariat et bourgeoisie*", martèle Friedrich Engels dans le même ouvrage.

Ultime bataille écrit-il, au-delà de laquelle s'ouvre réellement la perspective d'une transformation radicale des rapports sociaux capitalistes. Ainsi, à notre façon très particulière, nous confirmons notre 'attachement' à la République démocratique, car elle représente le dernier stade historique de la domination de classe et, en même temps, le cadre institutionnel le plus favorable, a priori et toutes choses égales par ailleurs, à l'éclosion de la guerre sociale pour le communisme. Reconnaître cela n'implique pas, bien au contraire, de renoncer à la critique la plus sévère et rigoureuse de ce que représente la démocratie bourgeoise pour le prolétariat.

LA DEMOCRATIE APPROFONDIT LA DOMINATION DU CAPITAL

Le capitalisme repose sur la production et l'échange de marchandises. Dans ce mode de production, les marchandises s'échangent entre producteurs libres, c'est à dire séparés les uns des autres. C'est pourquoi la société capitaliste, bien davantage que dans toute autre société divisée en classes opposées, œuvre à la fois à la destruction des communautés préexistantes et, à plus forte raison, de celle née en réaction à ses forfaits : l'organisation politique indépendante du prolétariat.

Mais la dissolution de tout lien social incompatible avec l'accumulation du capital devait être remplacé par la constitution d'une communauté illusoire compatible et utile à la poursuite de la domination des rapports de production capitalistes. La démocratie parlementaire et le suffrage universel ont servi à apporter la participation active des exploités à leur propre exploitation. La démocratie représentative remplace l'extrême éclatement de la société civile déterminé par le développement capitaliste par l'appartenance à une communauté nationale unique fondée sur l'égalité des droits politiques des citoyens. La réunification de la société toute entière au nom du sacro-saint principe démocratique fait en sorte que le vote du contremaître, du jaune et du patron ont le même poids de celui de l'ouvrier et du chômeur.

<p>Le suffrage universel sert à la fois à étouffer les potentialités révolutionnaires du prolétariat et à apporter ses énergies politiques à la domination capitaliste.</p>

Ceux qui participent à cette mascarade sans se fixer comme unique objectif de la dénoncer (mais comment pourrait-on à la fois participer aux élections et les dénoncer en restant crédible aux yeux des électeurs, ou inversement, ne pas être inéluctablement transformé, absorbé par la machine électoraliste ?), contribuent à occulter les rapports de production et de domination capitaliste sur la société. Pourquoi donc organiserait-on

régulièrement ce grand et coûteux spectacle où l'on exige de chacun - exploités comme exploités - de confirmer son appartenance à la communauté nationale ? Le vote sert à torpiller les luttes, mais aussi et surtout à nier toute autonomie à la classe ouvrière.

La démocratie représentative bourgeoise organise la séparation puis l'opposition entre la pensée et l'action. Elle est faite d'un ensemble de normes visant à dissoudre le mouvement réel de la révolution sociale. Par conséquent, l'adoption de ces règles pour l'organisation de la lutte des travailleurs peut, dans certaines circonstances, représenter un grave danger. La démocratie, même quand elle est exclusivement exercée par la classe ouvrière, ne doit jamais être divinisée. Tout prolétaire conscient sait que, le plus souvent, les grèves ne se déclenchent pas après un vote à la majorité. Une minorité décidée est régulièrement appelée à révéler la voie du combat classiste à la majorité jusque-là hésitante. Souvenez-vous des jeunes ouvriers minoritaires de Cléon ou de Billancourt à l'origine de la grève générale de 1968.

L'ELECTION PRESIDENTIELLE FRANÇAISE ET LES TROTSKISTES

Point de vue progression, si un courant politique est en droit d'affirmer avoir gagné cette élection, c'est bien le trotskiste ; le double en pourcentage de la précédente présidentielle en 1995. Un constat s'impose : ça n'a aucune importance, et, il est même raisonnable d'affirmer qu'électoralistes ou pas, tout le monde s'en fout. Et pourtant, l'argument toujours utilisé par tous les groupes, courants et fractions, pour se présenter aux élections, est qu'un bon résultat électoral constituerait un facteur rehaussant le moral de la classe ouvrière.

Que devient face aux faits cette énième prophétie trotskiste ? La réalité est bien plus forte que les centaines de pages noircies pour développer les idées fausses. Le résultat électoral est inespéré. Jamais en Europe, ils n'ont eu de tels résultats électoraux, alors que les manifestations autonomes de la classe ouvrière sont au plus bas et que les milieux militants, trotskistes compris, sont tellement déboussolés que n'importe quoi devient crédible ; du vote Chirac de la LCR au vote blanc de LO... La formidable - et indécente - pression médiatique pour le deuxième tour de cette élection, suffit-elle à expliquer les errements ? Ou bien est-ce la preuve que toute l'idéologie des trotskistes se résume à exercer une pression dans le cadre des institutions bourgeoises ?

Le PCF veut pousser le gouvernement à gauche. La LCR se présente comme la gauche de la gauche 100 % à gauche. LO depuis des années se donne comme objectif de titiller le PCF sur sa participation à la gauche plurielle du gouvernement avec le doux rêve qu'il y aura bien rupture un de ces jours au PCF, et que les " bons militants " feront le choix de s'allier à l'extrême gauche. Objectif quasi identique à la LCR, avec quelques petites nuances. Où sont passés les intérêts politiques de la classe ouvrière dans ce galimatias ? Qu'il n'y ait jamais eu, durant toute l'histoire du PCF, aucun bout même tout petit qui se soit rapproché de l'extrême gauche ; qu'au contraire, toutes les oppositions, cassures, ruptures, etc. se soient faites sur des positions visant une intégration plus rapide et plus franche à l'Etat bourgeois (ou en essayant de restaurer un stalinisme déclinant, pour les scissions maoïstes), n'a jamais fait et ne fera jamais évoluer d'un poil les trotskistes sur ce choix. On ne va quand même pas se laisser influencer par l'Histoire !

Le méli-mélo drame de l'élection présidentielle française va également balayer une autre pierre d'assise du raisonnement électoraliste de l'extrême gauche. " *Le vote pour l'extrême gauche est un vote politique* ", clament-ils. Mais cela ne devient pas une réalité parce que c'est affirmé et réaffirmé sans cesse. Que va-t-il rester des 11 % de votants de l'extrême gauche dans les élections législatives à venir ?

Il ne faut pas être un bien grand analyste politique pour répondre qu'il ne va pas en rester grand chose. Listes uniques d'extrême gauche ou pas.

Le bourrage de crâne médiatique de l'entre deux tours de la présidentielle annonce le retour en force du vote dit utile. En ne défendant aucune des idées communistes, en se contentant de la protesta plus ou moins opportuniste selon les moments¹, en faisant tout reposer sur l'influence de l'extrême gauche sur la gauche (comme l'extrême droite lepéniste sur la droite gouvernementale !), en se plaçant toujours sur le terrain du bulletin de vote² présenté comme le moyen de changer les choses, l'extrême gauche électorale obtient un résultat clair : un vote protestataire et pas politique. Et au premier coup de vent électoral du duel Chirac Le Pen, l'apolitisme réapparaît avec son incontestable dureté.

Finis les rêves des uns et des autres. La machine électorale a fait éclater la bulle spéculative de l'électorisme d'extrême gauche. Les fondamentaux de la démocratie bourgeoise reprennent leurs droits en force : assurer la façade politique présentable du système d'exploitation.

¹ Toute l'extrême gauche revendique maintenant que l'Etat fasse une loi pour interdire les licenciements ; se prononce " *contre les délocalisations* ", ce qui est une version pudique du " produire français ", etc.

² Il est notable que LO, pour la première fois de son histoire, ait appelé à voter nul ; c'est à dire à affirmer qu'on attache une importance au bulletin de vote en soi.

PIM FORTUYN DANS LA ROUE DE BERLUSCONI

Faisant suite à son succès aux élections municipales à Rotterdam, en mars dernier, et malgré l'assassinat de son leader le 11 mai, la Liste Pim Fortuyn (*Leefbaar Nederland*), lors des élections législatives néerlandaises du 15 mai dernier, a remporté 26 sièges sur les 150 à la chambre des députés. Incontestablement, ce courant fait partie de la même vague de " *refus de l'autre* " et du rejet des partis traditionnels, comme le FN de Le Pen en France, le Vlaams Block de De Wilder en Belgique, le FPÖ de Haider en Autriche, sans parler des diverses formations de droite extrême comme la Ligue du Nord de Bossi et l'Alleanza Nazionale de Fini en Italie.

Pim Fortuyn, qui ne voulait aucunement être associé à un Le Pen ou à un Hitler, se proclamait proche des idées berlusconiennes et se disait en accord avec le nouveau modèle danois en matière d'immigration. Interrogé sur le match au deuxième tour de l'élection présidentielle en France, il avait déclaré sa préférence pour Chirac.

Outre la critique de la caste politique dans son ensemble (" *tous pourris* ", " *éloignés des gens* "), dont Pim Fortuyn faisait pleinement partie au demeurant, en l'absence de programme clairement défini, ses idées s'organisaient sur deux axes :

- l'immigration (" *Les Pays Bas sont pleins* "), l'intégration des étrangers extra-européens (" *c'est un échec. On ne peut donc continuer à recevoir des gens qui refusent de s'intégrer* ") et la critique de l'Islam (" *une religion arriérée* ") ;
- le rôle de l'Etat dans l'économie (qui doit " *être libérée* " pour rendre " *le capitalisme plus sain* ").

Les mesures relatives à l'immigration et à l'ordre

- fermeture des frontières, sauf pour les immigrés issus de France, Allemagne, Royaume-Uni et du Danemark ;
- intensification des contrôles douaniers ;
- application des quotas raciaux dans les villes, les administrations et les écoles ;
- dispersion des immigrés sur différents quartiers ;
- suspension des allocations sociales pour les immigrés à la volonté " *d'intégration* " peu affirmée ;
- obligation faite aux compagnies aériennes d'expulser les sans-papiers vers leur pays d'origine ;
- introduction du critère de la responsabilité collective des communautés turques, marocaines, surinâmes et antillaises en cas d'actes répréhensibles commis par des groupes ou personnes issus de ces communautés ;
- dénonciation de la criminalité accrue au sein des dites communautés immigrées ;
- augmentation des effectifs et des moyens des forces de répression.

Pim Fortuyn stigmatisait fortement les défauts d' " *intégration* " des étrangers extra-européens et surtout musulmans, " *en marche vers l'invasion de l'Europe* ". Selon lui, " *nous nous devons de former un peuple et une nation pour pouvoir survivre et cela signifie d'être hollandais ou de retourner chez soi* " (*Het Parool*, novembre 2001).

Mesures en matière économique

- abandon de tout interventionnisme de l'Etat, qui conserverait cependant certaines activités d'intérêt général, dont le gaz, l'eau et l'électricité ;
- privatisation de la gestion de la sécurité sociale.

Ce programme fait-il du mouvement politique improvisé de Fortuyn (déjà miné par des divisions) un mouvement fasciste ? Certainement pas.

Parce que, par delà les objectifs politiques parfaitement solubles en soi dans le fascisme et le nazisme historiques, manque actuellement à la LPF l'essentiel : une organisation politique et militaire légale et extralégale de masse, unifiée autour d'un nationalisme qui ne tolère aucun conflit social ou autre au sein de la " *communauté du peuple* " qu'elle compte représenter dans son intégralité.

LE FASCISME ITALIEN SE PORTE BIEN, MERCI

L'absence d'un véritable parti fasciste est le lot commun de la quasi-totalité des pays de l'Europe occidentale, à une exception près : celle de l'Italie. Là, la Ligue du Nord et l'Alleanza Nazionale possèdent ou contrôlent des bouts structurés significatifs de cet outil politique spécifique au fascisme et au nazisme classiques. Ces formations peuvent compter sur l'existence plus ou moins stable et formalisée de nombreuses milices anti-immigrés et anti-criminalités composées par des éléments issus de milieux modestes et des couches moyennes.

Ces réalités largement spontanées, diffuses sur l'ensemble du territoire - quoique encore relativement embryonnaires - nouent des rapports étroits et organiques avec les milices officielles de ces deux partis

politiques du gouvernement Berlusconi (la Guardia Padana pour la Ligue du Nord et l'ancien appareil militaire du Movimento Sociale Italiano, parti fasciste dont émane Alleanza Nazionale), ainsi qu'avec plusieurs groupes fascistes bien installés depuis longtemps dans la Péninsule, tels Forza Nuova (organisation proche du Front National français), le Fronte nazionale, la Fiamma Tricolore, etc.

Malgré cela, à l'instar des autres pays européens, l'Italie ne s'achemine pas vers un régime fasciste. Et ce pour les mêmes raisons qui rendent impossible ailleurs la concrétisation de cette éventualité. En revanche, comme toujours depuis le deuxième après-guerre, les classes dominantes transalpines gardent, avec ces fragments de bloc social réactionnaire, un excellent instrument extralégal de première ligne contre toute expression prolétarienne autonome.

Cet instrument, les révolutionnaires en Italie le connaissent bien car il a été à l'origine, entre autres, de la série de massacres des années '60 et '70 (Piazza Fontana à Milan, train Italicus, Piazza Loggia à Brescia, gare de Bologne), de l'action violente capillaire anti-grèves et anti-gauchistes menée par les colonnes fascistes des mêmes années, de l'organisation - en osmose avec certains services de l'Etat - du *Gladio* (glaive) dès les années '50 (structure militaire clandestine de cinquième colonne parrainée par l'Otan et officiellement dissoute dans les années '90), de la constitution de mouvements militants de masse anti-ouvriers et anti-rouges (*Majorité silencieuse*, marche des 40 000 de Turin en 1980 contre l'occupation syndicale des usines FIAT, etc.).

Aujourd'hui, la proie favorite de ces bouts de mouvement fasciste, ce sont les immigrés. Au Nord et dans le Centre du pays, le combat réactionnaire vise à terroriser les immigrés afin qu'ils continuent de travailler durement et dans un état de soumission totale. Dans le Mezzogiorno, ces milices s'alimentent de la concurrence âpre – pratiquement inexistante dans les autres régions italiennes – sur le marché du travail entre 'nationaux' et immigrés.

Au Sud, la violence fasciste anti-immigrés prend fréquemment la forme de la " *défense de l'emploi* " au noir des travailleurs autochtones contre des prolétaires venus d'ailleurs moins exigeants en termes de rémunération et de conditions de travail. Dans les régions méridionales, la grande extension de l'économie criminelle (drogue, contrebande, prostitution, contrefaçon, etc.), jointe à des taux de chômage et de pauvreté très élevés, ne fait qu'exacerber les divisions raciales et nationales entre prolétaires. L'absence de toute lutte de classe significative pour l'unification des salariés d'origines diverses sur les lieux mêmes de travail laisse le champ libre au déferlement de la terreur fasciste et à la prolifération de la haine de l'autre.

<p>La poursuite de la guerre de classe contre le fascisme et les fragments de bloc social réactionnaire présents en Italie constitue une nécessité permanente des forces révolutionnaires et des prolétaires combattifs.</p>

Bruxelles, Paris, le 20 mai 2002.